

AP n° 2025-APC-252-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
relatif à l'élargissement du rayon de chalandise de
l'Unité de Valorisation Énergétique
SOCIÉTÉ REMIVAL
ZI Les Essillards, Chem. du Moulin de Vrilly, 51100 Reims**

Le Préfet de la Marne

Vu le livre V, titre I du Code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-A-81-IC du 18 mai 2004 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2008-APC-069-IC du 4 juin 2008, n° 2009-APC-142-IC du 15 octobre 2009, n° 2011-APC-127-IC du 30 septembre 2011, n° 2014-APC-126-IC, n° 2017-APC-77-IC du 26 juillet 2017, n° 2018-APC-109-IC du 4 octobre 2018 et n° 2024-APC-208-IC du 7 novembre 2024 autorisant la société REMIVAL à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Reims ;
Vu la demande de modification formulée par l'exploitant et transmise le 1^{er} août 2025 ;
Vu le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;
Vu l'avis favorable émis par les services techniques du Conseil Régional de la Région Grand Est du 27 août 2025 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 25 septembre 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 30 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu l'absence d'observation de l'exploitant.

Considérant que la demande de modifications de l'exploitant vise à prendre en charge, en cas d'arrêts techniques programmés ou non, ou de saturation des Unités de Valorisation Énergétique situées dans le périmètre du Grand-Est, des déchets non dangereux, tels que les ordures ménagères, et les autres déchets incinérables (DAE, etc) ;

Considérant que l'Unité de Valorisation Énergétique exploitée par REMIVAL est actuellement autorisée à prendre en charge 104 000 t/an de déchets ;

Considérant que l'exploitant constate une diminution progressive des apports en provenance du Grand Reims (2021 : 67 693 t, 2022 : 65 328 t, 2023 : 62 541 t, 2024 : 61 817 t) et que, par conséquent, la prise en charge de déchets en provenance de l'ensemble des départements du Grand-Est n'est pas de nature à perturber ou modifier le fonctionnement des installations pour la prise en charge des déchets en provenance du département de la Marne ;

Considérant que les projets de modifications formulés par l'exploitant ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 – Champ d'application

La société REMIVAL est tenue de mettre en œuvre les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son unité de traitement de déchets ménagers et assimilés qu'elle exploite à Reims.

Article 2 – Modification du rayon de chalandise

Les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC sont complétées comme suit :

« La société REMIVAL est également autorisée à recevoir les déchets non dangereux susvisés issus de l'ensemble des départements de la région du Grand-Est en cas d'arrêts techniques programmés ou non, ou de saturation des Unités de Valorisation Énergétique situées dans le périmètre du Grand-Est.

Les déchets pris en charge provenant du département de la Marne restent prioritaires sur les déchets extra-départementaux. »

Article 3 – Prescriptions supprimées

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-109-IC du 4 octobre 2018 et l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2024-APC-81-IC du 7 novembre 2024 sont supprimés.

Article 4 – Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision finale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 5 – Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 6 – Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le Maire de REIMS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la SNC Rémoise de Valorisation des Déchets « REMIVAL » située 226 rue Victor Grignard – 54710 LUDRES.

Monsieur le Maire de la commune de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le

06 NOV. 2025

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**

Raymond YEDDOU

